

Une multinationale est née

**Bull rachète Honeywell (information system)...
Signe de santé du champion national ?
ou fuite en avant sur les marchés internationaux ?**

Rendue publique fin Décembre 1986, la nouvelle secouait l'univers plutôt morose des fabricants d'ordinateurs : BULL se portait acquéreur de H.I.S. (Honeywell Information System) société américaine qui rassemble les activités informatiques du Groupe HONEYWELL.

Dix ans après les accords de fusion entre C.I.I. et Honeywell Bull qui avaient consacré la dépendance financière, technologique et industrielle du constructeur français vis-à-vis de HIS, l'événement risque facilement de passer pour un juste retour des choses, voire comme une revanche du champion national (1).

In-con-tour-nable !

Pourtant, à y regarder de près, la situation apparaît nettement plus complexe. Certes, l'opération en cours va permettre à BULL (2) de s'assurer le contrôle de HIS en deux temps : en 1987, BULL détiendra 42,5% du capital de HIS pour atteindre 65% fin 1988. Mais une analyse plus fine permet aisément de rétablir les faits ; ce n'est pas BULL qui rachète HIS, c'est HONEYWELL qui vend HIS... Ce qui n'est pas exactement la même chose !

L'origine de cette nouvelle « affaire BULL » réside dans la volonté de HIS de se retirer de l'informatique (3). Manifestement le groupe américain souhaite se recentrer sur les activités plus juteuses qui ont fait sa (triste) réputation : automatisation industrielle, aérospatiale et surtout électronique militaire (systèmes d'armes). Cette décision n'est d'ailleurs pas complètement inattendue. Depuis au moins une dizaine d'années, le désengagement de HONEYWELL est périodiquement évoqué. Au point que beaucoup avaient fini par douter qu'il se produisit jamais !

Cette hypothèse pèse donc depuis l'origine sur le développement de BULL : c'est ainsi que, de 1976 à 1982, HIS n'a pas investi le moindre dollar

dans CII-HB ce qui devait conduire cette société au bord du gouffre (sous-capitalisation, peu de développements, archaïsme de l'appareil industriel). Il est vrai qu'il s'agissait surtout pour HONEYWELL de presser au maximum le citron des subventions d'état et des marchés protégés (4).

La politique volontariste menée par la gauche au pouvoir à partir de 1982 a permis, grâce à d'importantes subventions publiques de redresser la situation financière et de rénover l'appareil industriel. La dépendance financière vis-à-vis de HIS a été éliminée. Pour ce qui est des produits, la situation est plus contrastée. BULL mène une politique de « coopérations » systématiques avec divers partenaires.

Cela a certes permis de modifier la situation de vassalisation complète vis-à-vis de HIS. Mais c'est pour lui substituer une situation de dépendance multiple (5) : selon le créneau de marché ou la ligne de produits, BULL est en fait dépendant de NEC, Ridge Computers, Convergent Technology ou d'Olivetti. Et, naturellement, de HIS pour les lignes DPS 6 et DPS 8.

On imagine sans peine le véritable désastre que provoquerait la reprise de HIS par un autre constructeur, concurrent de BULL, avec à la clé la rupture de continuité pour DPS 6 et DPS 8. Au-delà de ces deux matériels, c'est la fiabilité même de la gamme BULL qui se trouverait mise en cause.

Comme on le devine donc, la question est moins de savoir si le groupe BULL a fait une bonne affaire en rachetant HIS que de savoir s'il pouvait s'en dispenser...

Ces données « techniques » une fois posées, on ne peut en rester là. D'autant que le discours de la Direction BULL nous y invite : dans sa bouche le choix un peu forcé devient un « challenge », une nouvelle chance pour BULL. Son diagnostic est simple : le groupe BULL serait « insuffisamment internationalisé », les ressources d'étu-

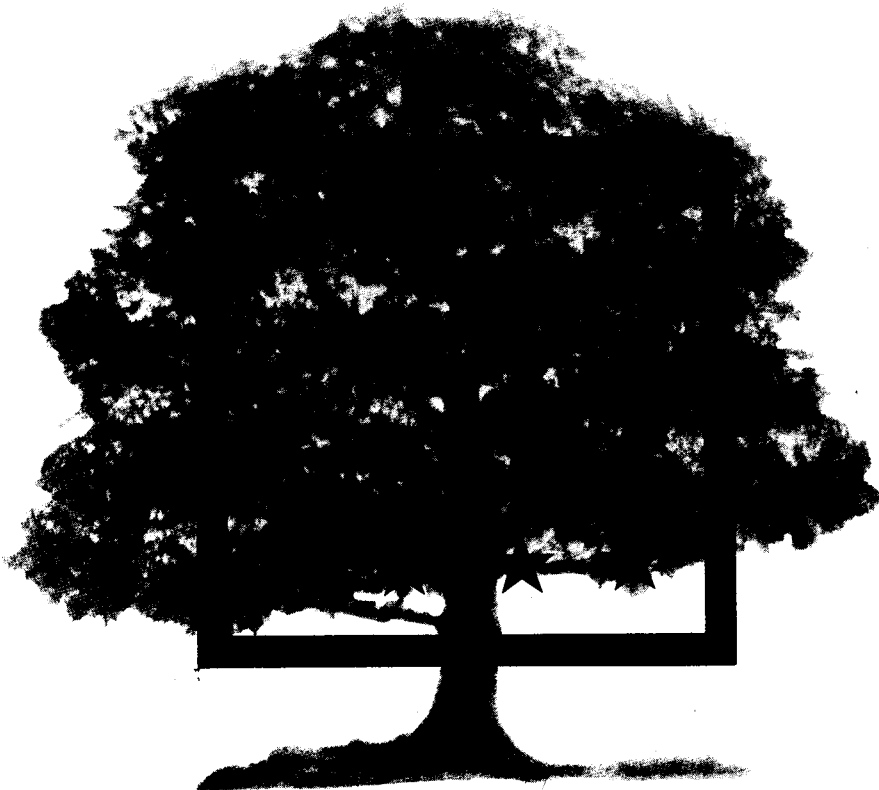
des et de fabrication seraient « excessivement concentrées en France » ; la reprise de HIS permettrait une « rationalisation » à l'échelle de la planète.

La fin d'une époque ?

A coup sûr, cette mutation bouleverserait la place de BULL dans la politique industrielle française. Depuis la création en 1964 de la CII, comme incarnation de la volonté gaulliste d'indépendance nationale, les rapports entre le « constructeur national » et l'Etat ont toujours été complexes et orageux (6). Mais tels étaient bien les termes du débat : privé ou nationalisé, en « coopération » avec un groupe étranger ou autonome, CII puis CII-HB puis BULL constituait un maillon essentiel d'une politique industrielle (bonne ou mauvaise, selon l'époque) dont la définition et... les moyens relevaient en dernier ressort du pouvoir politique. Afin de faire prévaloir ses objectifs, celui-ci disposait d'une gamme de leviers : subventions, marchés protégés, « caution » de l'état dans les négociations internationales, interventions directes, contrats de plan... Ni le statut d'entreprise privée avant 1982, ni l'« autonomie de gestion » après la prise de contrôle de 1982 ne pouvaient réellement faire illusion.

A la faveur des derniers événements, cette situation particulière ne peut manquer d'être transformée. Un groupe multinational n'est pas simplement une entreprise plus puissante ou moins « hexagonale ». Fondamentalement, c'est une entreprise dont la logique de développement est uniquement guidée par la recherche du profit à l'échelle internationale, bien loin de tous les déterminants nationaux.

Ce n'est pas, pour l'essentiel, l'ouverture d'un marché plus vaste pour les produits mais, d'abord, une nouvelle manière de produire. Cela passe par une organisation du travail dont IBM, justement..., offre un des exemples les



plus spectaculaires : aucun pays, aucune filiale n'a plus la maîtrise d'aucun produit. La multinationale peut décider, du jour au lendemain, de fermer une usine ou un centre de développement dans un pays donné parce que la main d'œuvre y est trop « chère » ou la situation politique pas assez « sûre » et investir ailleurs. Inutile de dire que le sort des salariés, le maintien de l'emploi ou la volonté éventuelle de la société française de développer une industrie stratégique sont des considérations totalement incongrues pour de telles entreprises.

L'adieu à la filière électronique

Cet épisode représente un tournant décisif en matière de politique industrielle : c'est à la fois la conséquence logique et la concrétisation ultime de l'abandon de la politique dite de « la filière électronique ».

De quoi s'agit-il ?

De 1976 à 1981, la stratégie conduite par JP Brulé (7) est, de fait, purement commerciale : c'est celle de la filiale d'un groupe américain.

Après 1981, on voit surgir sous l'impulsion du Ministère de l'Industrie et de la Recherche les prémices d'une nouvelle orientation. Le rapport présenté par A. Farnoux comme le Plan

d'Action Filière Electronique (PAFE) qui en est issu reposent sur une politique volontariste des pouvoirs publics adossée aux nationalisations (8) : apport de capital, contrats de recherche, coopération entre les groupes de l'électronique, reconquête du marché intérieur, plan composants... Les plus optimistes y voient même une stratégie de sortie de crise : le développement maîtrisé de l'industrie électronique française permettrait à la fois de créer de nouveaux marchés en créant de nouveaux produits et de restaurer un taux élevé de productivité, dépassant ainsi la crise du modèle fordiste de développement. (9) Imprudemment, le PAFE prévoyait même la création de 80 000 emplois nets dans la filière...

Las ! La volonté politique faisant défaut, le plan d'action filière électronique sera abandonné par le gouvernement de gauche aussitôt après son adoption (10).

Néanmoins une partie importante du financement public bénéficiera à BULL (11) qui, l'Etat jouant effectivement son « rôle d'actionnaire », retrouvera une véritable logique de groupe ce qui, naturellement, peut être considéré comme un progrès considérable par rapport aux années noires (1976-1982).

Mais c'est aujourd'hui que les effets négatifs se font pleinement sentir : dans le contexte de concentration

(1) Cette interprétation est largement reprise aussi bien par les médias que par la presse spécialisée. Même des publications plus « critiques » comme ALTERNATIVES ECONOMIQUES (Janvier 1987) n'hésitent pas à évoquer le « retour de Super Dupont » !

(2) Bien que n'ayant pas été à proprement parler nationalisée CII-HB a été l'objet d'une prise de contrôle quasi-totale par l'Etat en 1982. Depuis SEMS (filiale de Thomson) et Transac (filiale de CGE) lui ont été incorporées pour constituer le groupe BULL.

(3) Dans la suite, on emploiera le terme « informatique » pour désigner la fabrication d'ordinateurs.

(4) Pas d'anti-américanisme facile : les actionnaires français Thomson et, surtout, CGE n'ont pas agi différemment !

(5) Sans compter quelques fiasco, comme les fonds investis dans TRILOGY (Amdhal)...

(6) cf FRENCH ORDINATEURS (JM. Quatrepoint, J. Jublin)

(7) chargé récemment par A. Madelin, ministre de l'Industrie du gouvernement Chirac, de rédiger un rapport sur la « réorganisation » des aides publiques à l'informatique...

(8) cf - Rapport 1984 du Haut Conseil du secteur Public (L'extension du secteur public : les objectifs et les réalisations) Ed. La Documentation Française - LA VIE PRIVEE DES ENTREPRISES PUBLIQUES (PA. Mangolte)

(9) LA CRISE DU XX^e SIECLE

(10) Le PAFE constituait, avec quelques autres « plans » similaires un des rares vestiges de la notion de planification, grande absente de la récente expérience de gauche. Le PAFE prévoyait un financement de 140 milliards de francs au cours de la législature, dont 30 milliards supplémentaires de la part de l'Etat. Il ne pouvait survivre au tournant de la « rigueur »...

(11) En 4 ans, l'état a injecté près de 6 milliards en apport de capital ou en contrats de recherche (avec la DGT). En tout état de cause, l'intervention de l'état a tout bonnement évité le dépôt de bilan en 1982.

accélérée (12) qui domine aujourd'hui le secteur des constructeurs d'ordinateurs, la logique de groupe débouche inévitablement sur une logique de groupe multinational.

C'est bien le spectacle qu'offre aujourd'hui le secteur électronique : la coopération entre groupes français (ou européens) de la défunte filière se voit systématiquement préférer les alliances avec des groupes américains ou japonais (13) ; la tentative de reconquête du marché intérieur cède la pas à la fuite en avant sur les marchés internationaux.

Un pari risqué

L'opération en cours présente au moins trois risques majeurs.

Un élément essentiel risque de passer inaperçu : le troisième compère de l'accord s'appelle NEC. Ce groupe japonais détient une position de premier plan dans les domaines essentiels des semi-conducteurs et des équipements de télécommunication. Pour une partie de leur gamme, HIS et BULL dépendent d'ores et déjà de NEC sur le plan technologique (14). La faible participation financière de NEC qui se contente de 15% du capital ne doit pas faire illusion. D'autant que NEC a réussi - au prix, il est vrai, d'un endettement élevé - à assurer en interne, la totalité de ses développements qui couvrent l'intégralité de la gamme... (15).

L'opération nécessite évidemment une importante mise de fonds (16) : BULL a apparemment constitué un « trésor de guerre » dont on peut penser qu'il aurait pu être employé différemment. Au cours des trois dernières années, la direction de BULL a justifié par le manque de sources de financement l'abandon de plusieurs projets de développements propres (mini français, bancaire, vlsi, disques...). Mais il faut croire que l'appel du Nouveau Monde est décidément bien puissant chez les dirigeants des entreprises françaises, fussent-elles nationalisées... Pourtant le redressement financier de BULL, acquis en 1985, reste fragile et rien ne prouve que BULL, même allié à NEC, ne parvienne à faire beaucoup mieux que HIS sur le marché américain (17).

L'exigence de nouveaux financements ne sera pas satisfaite par un

apport de l'état ; la politique ultra-libérale d'Alain Madelin qui a d'ailleurs tenu à s'assurer la collaboration de J. Maisonrouge (18) ne laisse aucun doute à ce sujet. Restent les emprunts qui risquent d'inverser les efforts actuels pour réduire l'endettement de BULL et... les augmentations de capital par appel au marché financier. En bref, la reprise de HIS risque aussi d'être l'« occasion » (révée ?) pour accélérer une privatisation (19) de BULL.

La réorganisation des activités de développement et surtout de production qui va accompagner cette prise de contrôle menace directement le niveau de l'emploi. Aux USA mêmes, la première phase du « recentrage » d'HONEYWELL s'est déjà concrétisée par 4 000 suppressions d'emplois, dont 2 000 dans l'informatique. Croire que cette « rationalisation mondiale » n'aura aucune conséquence en France serait pour le moins naïf. Or la situation n'y est déjà pas brillante : augmentation de la productivité et croissance ralentie du marché se sont déjà traduites par des plans de compressions d'effectifs (600 en 4 ans à l'usine d'Angers, 350 en 2 ans à l'usine de Belfort).

Pas d'autre alternative ?

Le pire n'est pas toujours sûr et les scénarii précédemment évoqués ne prétendent pas prédire l'avenir.

De même, il n'existe pas de réponse péremptoire à la question : y-a-t-il une autre solution possible, compte-tenu précisément de l'histoire de BULL ?

Un des nœuds du problème réside à l'évidence dans l'exigence de ressources financières nécessaires pour entreprendre de nouveaux développements sans être tributaires d'une exigence de rentabilité à court terme. Cet objectif ne peut être, l'analyse et l'expérience le confirment assez, celui de puissances financières privées.

Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un choix : la société française peut choisir d'utiliser tout à fait différemment les richesses produites. Par exemple, en développant certaines activités à finalité sociale (santé, logement, formation...) ou en finançant la course aux armements.

Le bilan (d'échec) du Plan d'Action Filière Electronique élaboré en circuit fermé par des hauts fonctionnaires et

des experts, peut aussi servir à dégager les éléments d'une autre politique : nationalisations, planification, coopérations maîtrisées, déconnexions partielles, définition des besoins sociaux par un vaste débat...

A moins d'accepter la spirale de la dépendance vis-à-vis des multinationales et d'admettre que les décisions stratégiques essentielles échappent désormais à tout choix démocratique...

FRANÇOIS DUVAL

(12) L'année 1986 a vu la fusion entre Sperry Univac et Burroughs. Et le processus est loin d'être achevé, qu'il s'agisse de fusions de sociétés américaines entre elles ou avec des sociétés japonaises.

cf L'ECHIQUIER DE L'ELECTRONIQUE (J. Mizrahi) Ed. Pluriel (Hachette) 1986

(13) Ainsi l'accord CGE - ITT donnant naissance à Alcatel

On trouvera la genèse de cette affaire dans HISTOIRE SECRETE DES DOSSIERS NOIRS DE LA GAUCHE (JM. Quatrepoint) Ed A. Moreau 1986

(14) HIS pour la ligne DPS 90 et BULL pour les projets assurant la suite de la gamme DPS 7

(15) Ce qui ramène à sa juste valeur le faux bon sens de la direction de BULL comme quoi « on ne peut tout faire soi-même ».

(16) 130 millions de dollars en 1987, plus 70 millions de dollars en 1988.

(17) Notons quand même que si HIS est moins profitable que les activités vers lesquelles Honeywell entend se recentrer il est cependant plus profitable... que BULL.

(18) ex patron d'IBM, il est chargé de transformer le ministère de l'industrie en « Grenelle Consulting Groupe » !

(19) BULL est d'ores et déjà sur la liste des entreprises à privatiser avant la fin de la législature.